

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger : Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Étranger : Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50  
Par porteur ou par la poste : Togo, France et Colonies : 1 fr. 75  
Étranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 24 mars — Décret portant application aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies de la loi du 15 juin 1938 sur la protection des correspondances et des signaux de détresse transmis par la voie radio-électrique. (Arrêté de promulgation n° 274 du 25 mai 1939). 236
- 8 avril — Décret approuvant l'arrêté n° 121 en date du 17 février 1939 du Commissaire de la République Française au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1938). (Arrêté de promulgation n° 261 du 16 mai 1939). 237
- 13 avril — Décret tendant à interdire dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion les marchandises, tissus ou objets reproduisant des emblèmes politiques étrangers. (Arrêté de promulgation n° 262 du 16 mai 1939). 238
- 13 avril — Décret adaptant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat placés sous l'autorité du ministre des colonies la loi du 25 mars 1936 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile. (Arrêté de promulgation n° 272 du 25 mai 1939). 238
- 14 avril — Loi ratifiant le décret du 30 janvier 1936 concernant une délibération du 19 septembre 1935 du conseil d'administration du territoire du

- Togo relative à l'indication d'origine de certains produits. (Arrêté de promulgation n° 263 du 16 mai 1939). 242
- 18 avril — Décret fixant les conditions d'application dans les territoires relevant du ministère des colonies du décret du 12 avril 1939 relatif à la constitution des associations étrangères. (Arrêté de promulgation n° 264 du 16 mai 1939). 242
- 19 avril — Décret déterminant les conditions d'exportation du maïs en provenance des territoires dépendant du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation n° 273 du 25 mai 1939). 243

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

- 13 mai — N° 251 — Arrêté fixant les attributions du service des travaux publics et des transports concernant l'aéronautique civile au Togo. 244
- 13 mai — N° 252 — Arrêté portant réglementation générale de la police et de l'utilisation des aérodromes publics au Togo. 244
- 13 mai — N° 253 — Arrêté portant classification des terrains d'aviation du territoire du Togo. 247
- 13 mai — N° 254 — Arrêté fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du Togo en ce qui concerne les transports routiers. 247
- 13 mai — N° 255 — Arrêté portant création d'une subdivision des transports routiers et aériens. 247
- 13 mai — N° 368 — Décision portant nomination du chef de l'aérodrome de Lomé. 248
- 13 mai — N° 256 — Arrêté portant interdiction d'accès de l'aérodrome de Lomé. 248

15 mai	— No 257 — Arrêté accordant la franchise postale et télégraphique.	249
15 mai	— No 258 — Arrêté fixant la nouvelle tenue des gardes frontières du Togo.	249
21 mai	— No 270 — Arrêté fixant l'organisation et les attributions des bureaux du Commissariat de la République.	249
	Nominations, mutations, etc... concernant le personnel.	251
	Divers	253

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications :

Cours officiel des changes.	255
Domaines	255

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Protection des correspondances et des signaux de détresse transmis par voie radioélectrique

**ARRÊTE** No 274 promulguant au Togo le décret du 24 mars 1939 portant application aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies de la loi du 15 juin 1938 sur la protection des correspondances et des signaux de détresse transmis par la voie radioélectrique.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 24 mars 1939 portant application aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies de la loi du 15 juin 1938 sur la protection des correspondances et des signaux de détresse transmis par la voie radioélectrique;

#### ARRÊTE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 24 mars 1939 portant application aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies de la loi du 15 juin 1938 sur la protection des correspondances et des signaux de détresse transmis par la voie radioélectrique.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mai 1939.

L. MONTAGNE.

## RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 24 mars 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 15 juin 1938 a édicté certaines mesures de protection en faveur des correspondances et des signaux de détresse transmis par la voie radioélectrique.

Nous estimons qu'il n'y aurait que des avantages à étendre sur ce point la législation métropolitaine aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat français.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction. Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Paul MARCHANDEAU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 6, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Togo et le Cameroun, confirmés à la France par le conseil de la Société des nations, en application des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

#### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — La loi du 15 juin 1938, visant la protection des correspondances et des signaux de détresse transmis par la voie radioélectrique, est déclarée applicable dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies.

**ART. 2.** — Le ministre des colonies et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 24 mars 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Paul MARCHANDEAU.

**LOI** visant la protection des correspondances et des signaux de détresse transmis par la voie radioélectrique.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** — Quiconque aura, sans l'autorisation de l'expéditeur ou du destinataire, divulgué, publié ou utilisé le contenu des correspondances transmises par la voie radioélectrique, ou révélé leur existence, sera puni des peines portées à l'article 378 du code pénal.

**ART. 2.** — Quiconque aura sciemment transmis ou mis en circulation, par la voie radioélectrique, des signaux ou appels de détresse, faux ou trompeurs,

sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 200 à 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement. Les appareils utilisés par le délinquant ou ses complices pourront être confisqués.

ART. 3. — Quiconque aura effectué des transmissions radioélectriques en utilisant, sciemment, un indicatif d'appel de la série internationale attribué à une station de l'Etat, ou à une station privée autorisée par le gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

ART. 4. — En cas de conviction de plusieurs délits ou contraventions prévus par la présente loi, par le décret du 27 décembre 1851 ou par le code pénal, la peine la plus forte sera seule prononcée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 juin 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,*  
Jules JULIEN.

#### Ouverture de crédits

ARRETE N° 261 promulguant au Togo le décret du 8 avril 1939 approuvant un arrêté du Commissaire de la République française au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local (exercice 1938).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 8 avril 1939 approuvant un arrêté du Commissaire de la République française au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1938);

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 avril 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo et les textes qui l'ont modifié;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, notamment en son article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 24 février 1938, approuvant le budget local du Togo;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 121 pris par le Commissaire de la République au Togo, en conseil d'administration le 17 février 1939, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo, exercice 1938.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

ARRETE N° 121 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo, exercice 1938.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies et notamment l'article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 24 février 1938, approuvant le budget local du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 17 février 1939;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts les crédits supplémentaires suivants au budget local du Togo, exercice 1938 :

#### Chapitre XIX — Approvisionnements généraux

ARTICLE PREMIER. — Approvisionnements généraux

Paragraphe 1<sup>er</sup>. — Approvisionnements généraux communs aux services . . . . . 100.000

Paragraphe 2. — Approvisionnements généraux et report du solde de la pharmacie d'approvisionnement . . . . . 1.500.000

Total des crédits supplémentaires demandés . . . . . 1.600.000

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires au moyen de ressources normales de l'exercice 1938 — Chapitre IV, article 6, paragraphes 1 et 2 dont les prévisions budgétaires seront augmentées de :

#### Chapitre IV — Produits perçus sur ordre de recette

ARTICLE 6. — Recettes des magasins administratifs

Paragraphe 1<sup>er</sup> — Recettes du magasin général . . . . . 100.000

Paragraphe 2 — Recettes de la pharmacie d'approvisionnement . . . . . 1.500.000

Total . . . . . 1.600.000

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 février 1939.

GRADASSI.

**Objets reproduisant des emblèmes politiques  
étrangers**

**ARRETE** N° 262 promulguant au Togo le décret du 13 avril 1939 tendant à interdire dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion les marchandises, tissus ou objets reproduisant des emblèmes politiques étrangers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 13 avril 1939 tendant à interdire dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion les marchandises, tissus ou objets reproduisant des emblèmes politiques étrangers;

**ARRETE.**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 avril 1939 tendant à interdire dans les territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion les marchandises, tissus ou objets reproduisant des emblèmes politiques étrangers.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mai 1939.

L. MONTAGNE.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 13 avril 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Des tissus reproduisant des emblèmes politiques étrangers ont été introduits dans certains territoires relevant de mon département.

Pour des motifs d'ordre public, il m'a paru nécessaire d'interdire l'introduction, la fabrication ou le commerce de ces tissus, ainsi que des marchandises ou objets de même sorte.

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie, d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Togo et le Cameroun confirmés à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont interdites dans les colonies et territoires relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles et la Réunion, l'introduction,

la fabrication, la mise en vente, la distribution ou l'exposition de toutes marchandises, tissus ou objets quelconques reproduisant des emblèmes politiques étrangers et susceptibles par leur port extérieur ou l'usage qui peut en être fait en public de porter atteinte au maintien de l'ordre.

**ART. 2.** — Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera punie d'un emprisonnement de un à quinze jours et d'une amende de 1 à 100 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

**ART. 3.** — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'aux *Journaux officiels* des colonies et territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

**Aéronautique civile**

**ARRETE** N° 272 promulguant au Togo le décret du 13 avril 1939 adaptant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat placés sous l'autorité du ministre des colonies la loi du 25 mars 1936 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 13 avril 1939 adaptant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat placés sous l'autorité du ministre des colonies la loi du 25 mars 1936 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 13 avril 1939 susvisé.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mai 1939.

L. MONTAGNE.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 13 avril 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 25 mars 1936 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile dispose en son article 29 et dernier :

« La présente loi est applicable au territoire métropolitain tout entier, à l'Algérie ainsi qu'aux colonies, pays de protectorat et pays sous mandat. Des décrets portant contreseing des ministres intéressés régleront l'adaptation des dispositions qui précèdent ».

Les deux points particuliers qui nécessitent une adaptation de la loi du 25 mars 1936 aux territoires relevant du ministre des colonies sont, d'une part, le personnel constituant les services complémentaires de bord (barman, cuisinier, etc.), d'autre part, les emplois réservés au personnel navigant en attente de retraite ou atteint d'une incapacité de travail résultant du service.

Aux colonies, le personnel constituant les services complémentaires sera évidemment très restreint et vraisemblablement recruté sur place dans l'élément indigène. Il n'a donc pas semblé opportun de grouper ce personnel en corporation. D'autre part, en raison des atteintes pouvant résulter des climats coloniaux, il est apparu nécessaire que le personnel colonial puisse aussi prétendre à des emplois réservés tant dans la métropole qu'aux colonies.

Nous avons établi en conséquence le projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature.

Nous vous prions d'agréer, M. le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre de l'air,*  
Guy LA CHAMBRE.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 25 mars 1936 fixant le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile et notamment son article 29 et dernier;

Sur le rapport du ministre de l'air et du ministre des colonies;

#### DECRETE :

##### TITRE I<sup>er</sup>

##### PERSONNEL NAVIGANT DE L'AÉRONAUTIQUE CIVILE

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>

ARTICLE PREMIER. — La qualité de personnel navigant de l'aéronautique civile est attribuée au personnel dont le contrat d'engagement prévoit l'affectation d'une façon habituelle :

- a) Au commandement et à la conduite des aéronefs;
- b) Au service à bord des moteurs, machines et instruments divers nécessaires à la marche de l'appareil.

ART. 2. — Nul ne peut faire partie du personnel navigant de l'aéronautique civile s'il n'est inscrit sur l'un des registres spéciaux du ministère de l'air correspondant aux catégories énumérées ci-dessus, et dont la teneur est fixée par décret.

ART. 3. — Pour être inscrit sur ces registres d'inscription, il devra être satisfait aux conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> — Etre de nationalité française;
- 2<sup>o</sup> — Etre âgé au plus de trente ans révolus;
- 3<sup>o</sup> — Pour les catégories a) et b) prévues à l'article 1<sup>er</sup>, être titulaires des brevets et licences correspondant aux aptitudes des candidats.

La limite d'âge de trente ans prévue ci-dessus ne sera pas opposable aux membres du personnel qui formuleront une demande d'inscription avant le 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Ceux d'entre eux qui seront âgés de plus de trente ans devront justifier d'un séjour minimum d'un an aux colonies et de la possession d'un contrat d'engagement avec une entreprise de navigation aérienne exclusivement coloniale.

Les membres du personnel navigant des catégories a) et b) désirant être inscrits devront adresser au chef

de la colonie (service de l'aéronautique civile) un dossier constitué par les pièces suivantes :

- 1<sup>o</sup> — Un extrait de leur acte de naissance;
- 2<sup>o</sup> — L'indication du numéro, de la date et de la nature de leurs brevets et licences;
- 3<sup>o</sup> — Le bulletin n<sup>o</sup> 3 de leur casier judiciaire;
- 4<sup>o</sup> — Deux photographies d'identité.

Il sera délivré à toute personne inscrite un livret individuel attestant son inscription au registre et énumérant les brevets dont elle est titulaire.

ART. 4. — Sauf l'exception prévue à l'article 18, nul ne peut être admis à un des emplois énumérés à l'article 6 du présent statut, s'il n'est muni du livret prévu à l'article 3.

ART. 5. — Toutefois, les étrangers pourront être admis à occuper certains des emplois énumérés à l'article 6 dans les cas et aux conditions prévus par les conventions passées avec les Etats étrangers.

#### CHAPITRE II

##### *Des emplois de l'aéronautique civile*

ART. 6. — Les différents emplois qui peuvent être confiés au personnel de l'aéronautique civile sont les suivants :

- 1<sup>o</sup> — Personnel affecté au commandement et à la conduite des aéronefs :

- a) Commandant de bord;
- b) Capitaine;
- c) Lieutenant;
- d) Pilote de ligne;
- e) Pilote d'essais et de réception;
- f) Pilote instructeur;
- g) Pilote d'avions particuliers et de travail aérien;
- h) Navigateur supérieur;

- 2<sup>o</sup> — Personnel affecté au service à bord des moteurs, machines et instruments divers nécessaires à la marche de l'appareil :

- a) Officier radiotélégraphiste;
- b) Radiotélégraphiste;
- c) Premier mécanicien;
- d) Mécanicien.

ART. 7. — Pour occuper les emplois énumérés ci-dessus, le personnel devra être titulaire des diplômes correspondants délivrés par le ministre de l'air ou par le chef de la colonie, étant entendu que pour occuper l'emploi de commandant de bord, il devra être justifié du diplôme de capitaine, de lieutenant ou de pilote de ligne. Au cas où plusieurs pilotes feraient partie de l'équipage, le commandement du bord sera attribué en principe et sauf indication de la lettre de service, au plus ancien dans le grade le plus élevé.

Les pilotes titulaires du brevet de transport public et de la licence correspondante, mais qui ne possèdent pas l'un des diplômes énumérés ci-dessus, ne pourront être utilisés que comme pilote en second.

Les conditions de délivrance des différents diplômes sont les suivantes :

- 1<sup>o</sup> — Personnel affecté au commandement et à la conduite des aéronefs :

a) Capitaine : être âgé de vingt-cinq ans au minimum, être titulaire du brevet et de la licence de pilote de transport public, du brevet supérieur de navigateur et de la licence correspondante, avoir accompli 500.000 kilomètres comme pilote sur les lignes aériennes;

b) Lieutenant : être âgé de vingt-trois ans au minimum, être titulaire du brevet et de la licence de pilote de transport public, du brevet élémentaire de naviga-



teur aérien et de la licence correspondante, avoir effectué 300.000 kilomètres comme pilote sur les lignes aériennes;

c) Pilote de ligne : être âgé de vingt et un ans au minimum, être titulaire du brevet et de la licence de transport public, du brevet élémentaire de navigateur aérien et de la licence correspondante, avoir effectué 50.000 kilomètres comme pilote en second sur les lignes aériennes;

d) Pilote d'essais et de réception : être âgé de vingt-trois ans au minimum, être titulaire du brevet et de la licence de transport public et du brevet élémentaire de navigateur aérien, avoir accompli 500 heures de vol comme seul pilote à bord;

e) Pilote moniteur : être âgé de vingt-trois ans au minimum, être titulaire du brevet et de la licence de transport public ou du brevet de moniteur;

f) Pilote d'avion particulier et de travail aérien : être âgé de vingt et un ans au minimum, être titulaire du brevet et de la licence de transport public et du brevet de navigateur élémentaire;

g) Navigateur supérieur : être âgé de vingt et un ans au minimum, être titulaire du brevet de navigateur supérieur et de la licence correspondante;

2<sup>o</sup> — Personnel affecté au service à bord des moteurs, machines et instruments divers nécessaires à la marche de l'appareil :

a) Officier radiotélégraphiste : être âgé de vingt et un ans au minimum, être titulaire de la licence de 1<sup>re</sup> classe d'opérateur radiotélégraphiste d'aéronef ou pour les situations acquises de la licence de 2<sup>e</sup> classe portant la mention spéciale prévue par la décision du ministre de l'air du 28 décembre 1935; avoir accompli 2.000 heures de vol pendant lesquelles 250.000 kilomètres auront été effectués sur les lignes aériennes;

b) Radiotélégraphiste : être titulaire de la licence de 2<sup>e</sup> classe d'opérateur radiotélégraphiste d'aéronef;

c) Premier mécanicien : être âgé de vingt et un ans au minimum, être titulaire du brevet et de la licence de mécanicien d'aéronef et avoir accompli 1.000 heures de vol sur une ligne aérienne;

d) Mécanicien : être titulaire du brevet de mécanicien d'aéronef.

Les membres du personnel navigant désirant obtenir un des diplômes prévus ci-dessus devront adresser au chef de la colonie (Service de l'aéronautique civile) les pièces justifiant de l'accomplissement des conditions fixées pour exercer l'emploi qu'ils désirent occuper.

En ce qui concerne la délivrance aux membres du personnel navigant en activité avant la publication du présent décret des diplômes correspondant à leur emploi actuel, le conseil de discipline prévu au titre IV statuera sur pièces.

## TITRE II

### DE L'ÉQUIPAGE

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### *Du commandement*

ART. 8. — Le commandant de bord est le chef de l'équipage. Il a autorité sur toutes les personnes embarquées. Il assume le commandement de l'aéronef pour tout ce qui concerne les manœuvres et la direction. Il a la faculté de débarquer, à une escale intermédiaire, toute personne, parmi l'équipage ou les passagers, qui, par son attitude ou son état de santé, constitue un danger pour la sécurité de l'aéronef et de ses occupants.

Le commandant est le consignataire de l'aéronef, il représente les intérêts de l'armateur et il est respon-

sable du chargement et de l'exécution des instructions générales ou particulières.

ART. 9. — Partout où il n'existe pas de représentant de l'armateur le commandant, même sans mandat spécial, a la faculté :

a) De procéder aux achats nécessaires à l'accomplissement du voyage entrepris;

b) D'effectuer par les moyens du bord ou de faire effectuer les réparations nécessaires pour permettre à l'aéronef de continuer son voyage dans un délai rapproché;

c) De prendre toutes les dispositions et d'effectuer toutes les dépenses en vue d'assurer la sauvegarde du chargement;

d) D'emprunter les sommes indispensables pour permettre l'exécution des mesures visées aux alinéas a, b, c du présent article;

e) D'enrôler du personnel supplémentaire pour l'achèvement du voyage et de le congédier.

ART. 10. — Le commandant ne peut, sans mandat spécial, vendre l'aéronef ni le grever d'hypothèques ou d'autres droits réels.

ART. 11. — Le départ de l'aéronef ne peut être décidé qu'avec l'accord du commandant.

ART. 12. — Dans le cas où l'aéronef ferait escale dans une localité où sévit une maladie infectieuse et à caractère contagieux, le commandant prendra les mesures prophylactiques nécessaires.

## CHAPITRE II

### *De la composition de l'équipage*

ART. 13. — L'équipage se compose de toutes les personnes embarquées pour le service de l'aéronef en vol, y compris le commandant.

ART. 14. — La composition de l'équipage est établie par l'armateur, en conformité avec les règlements en vigueur eu égard au type de l'aéronef, au parcours qu'il doit effectuer et à la nature du trafic auquel il est affecté.

ART. 15. — Le commandement des aéronefs doit être assuré par les personnes qui y sont expressément habilitées aux termes du présent décret et des règlements concernant la navigation aérienne.

ART. 16. — En cas de décès ou d'empêchement du commandant, le commandement à bord de l'aéronef est assuré, de plein droit, jusqu'au lieu du premier atterrissage, suivant l'ordre hiérarchique établi par l'armateur. A défaut d'autres dispositions prises par l'armateur, l'autorité française aéronautique ou consulaire, du lieu du premier point d'escale prendra toutes mesures utiles.

## TITRE III

### DE L'ENGAGEMENT

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### *Du contrat d'engagement*

ART. 17. — Dans les colonies où il n'existe pas de conventions collectives du travail, les conditions d'engagement seront fixées par arrêté du chef de la colonie après consultation des organisations professionnelles intéressées. Si l'employé n'est pas affilié au fonds de prévoyance de l'aéronautique commerciale, l'employeur s'engagera à contracter une assurance

en sa faveur auprès d'une compagnie agréée par l'administration; cette assurance devra offrir à l'intéressé des garanties non inférieures à celles prévues pour le fonds de prévoyance de l'aéronautique commerciale.

ART. 18. — A l'étranger et par exception à l'article 4 lorsqu'il sera indispensable de remplacer une partie de l'équipage les contrats d'engagement y relatifs ne pourront être établis qu'avec l'assentiment de l'autorité consulaire et ne pourront se prolonger au delà du temps nécessaire à l'achèvement du voyage. Ledit personnel devra être possesseur des brevets d'aptitude prévus par les conventions internationales ou, à défaut, de brevets valables suivant la loi nationale d'engagement.

Le personnel engagé dans ces conditions ne fera pas partie du personnel navigant de l'aéronautique civile.

ART. 19. — Le contrat individuel d'engagement à durée déterminée et dont l'échéance survient au cours du voyage est prorogé jusqu'à l'achèvement du voyage.

Le contrat individuel d'engagement à durée indéterminée résilié en cours du voyage prend fin, soit à l'expiration de la période de délai-congé, soit à l'achèvement du voyage si cet achèvement exige un temps dépassant la durée du délai-congé.

L'armateur a cependant la faculté de débarquer le personnel engagé à une escale intermédiaire à condition que son existence et son rapatriement puissent être assurés dans des conditions satisfaisantes. Dans ce cas également, le contrat sera prorogé jusqu'à ce que son rapatriement ait été effectué dans les conditions indiquées à l'article 20.

ART. 20. — Tout membre du personnel navigant débarqué pour quelque cause que ce soit en cours de voyage et hors de la métropole sera rapatrié aux frais de l'armateur jusqu'au lieu d'engagement. Ce rapatriement pourra être effectué par la voie des airs.

ART. 21. — Au cas où les membres de l'équipage d'un aéronef seraient faits prisonniers en cours d'exécution du service, la durée de leur contrat d'engagement sera prolongée jusqu'à la fin de leur captivité.

A défaut d'entente préalable, l'employeur devra verser pendant la durée de la captivité, à la femme, aux enfants, aux ascendants directs ou à toute personne désignée par l'intéressé, les trois cinquièmes de son traitement moyen des douze mois précédents et des primes acquises précédemment et non encore versées.

ART. 22. — Les membres de l'équipage d'un aéronef ne sont pas tenus d'assurer à bord un service autre que celui pour lequel ils sont engagés, sauf toutefois dans le cas de nécessité dont le commandant décidera.

ART. 23. — Indépendamment des biens qui, aux termes du code de procédure civile et des lois spéciales à cet égard, ne peuvent faire l'objet d'une saisie ou de mise en gages, ne pourront être ni saisis ni mis en gages pour quelque cause que ce soit :

- a) L'équipement du personnel navigant nécessaire au service de bord;
- b) Les instruments et les autres objets appartenant au personnel navigant et affectés à l'exercice de leur profession.

Les sommes dues aux intéressés pour frais médicaux et pharmaceutiques et frais de rapatriement au lieu d'engagement sont incessibles et insaisissables.

## CHAPITRE II

### *De l'incapacité temporaire, de la retraite et des emplois réservés*

ART. 24. — En cas d'incapacité de travail résultant de blessure ou de maladie d'un membre du personnel navigant en cours d'exécution de son contrat, celui-ci, à défaut de conventions spéciales, a droit, pendant la durée de l'incapacité, à une indemnité journalière égale à une journée de son salaire fixe, majorée des indemnités coloniales normalement perçues par l'intéressé; cette indemnité est due pendant cent vingt jours au plus.

En cas d'incapacité résultant d'un accident de travail, l'intéressé peut bénéficier soit de l'indemnité prévue à l'alinéa précédent, soit de l'indemnité prévue par la réglementation locale sur les accidents du travail, le régime le plus favorable étant en définitive appliqué et les frais médicaux et pharmaceutiques restant en tout état de cause à la charge de l'armateur.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables si la maladie ou la blessure a été déterminée par un fait intentionnel de l'intéressé.

ART. 25. — Lorsque les cas d'incapacité prévus à l'article 24 atteignent l'un des membres de l'équipage d'un aéronef à l'étranger, l'armateur est tenu de déposer auprès de l'autorité consulaire, d'une part, une provision destinée à couvrir les sommes auxquelles l'intéressé a droit aux termes de l'article 24, d'autre part, la somme nécessaire à son rapatriement.

Dans les localités où il n'existe pas d'autorité consulaire, l'armateur fera admettre le malade ou le blessé dans un hôpital ou tout autre établissement approprié en déposant les sommes susindiquées.

Les conditions du présent article seront fixées, à défaut de convention collective de travail, dans le contrat d'engagement, en ce qui concerne les entreprises qui exploitent une ligne survolant un territoire étranger.

ART. 26. — Sous réserve qu'ils satisfont aux conditions fixées par le règlement d'administration publique pris en exécution de l'article 26 de la loi du 25 mars 1936, les membres du personnel navigant des colonies pourront prétendre aux emplois obligatoirement réservés prévus par ledit article, et, dans les mêmes conditions, certains emplois seront réservés à la colonie aux titulaires de brevets de l'aéronautique civile ayant passé dans cette colonie un contrat d'engagement avec des entreprises aériennes locales. Le nombre et la nature de ces emplois seront fixés par arrêté local.

De toute façon, l'emploi de chef d'escale ne pourra être accordé, à titre d'emploi réservé, qu'à des membres du personnel navigant titulaires du brevet de pilote de transport public et ayant exercé cette fonction pendant cinq ans au moins.

## TITRE IV

### DISPOSITIONS FINALES

ART. 27. — Un conseil de discipline, dont la constitution et le fonctionnement sont fixés par décret, siège au ministère de l'air. Il a pour rôle d'émettre des avis sur la radiation temporaire ou définitive du registre du personnel navigant des membres reconnus coupables de fautes contre l'honneur, de fautes professionnelles, ou d'inobservation des obligations édictées par le présent statut.

Les avis du conseil de discipline concernant le personnel défini à l'article 3 (5<sup>e</sup> alinéa) sont transmis dans un délai de quinze jours au ministre de l'air qui statue, après accord du ministre des colonies.

Le conseil pourra être saisi par le ministre de l'air, le ministre des colonies, l'employeur ou l'intéressé. Il sera constitué de la manière suivante :

- 1<sup>o</sup> — Deux membres pris chez les employeurs;
- 2<sup>o</sup> — Deux membres pris parmi le personnel navigant à grade ou emploi égal;

Ces membres seront désignés par le ministre de l'air après avis du ministre des colonies et pris pour chaque cas sur deux listes établies chaque année, l'une par les employeurs, l'autre par le personnel navigant.

Le conseil sera présidé par le directeur de l'aéronautique civile du ministère de l'air, ou son représentant.

ART. 28. — Les membres du personnel navigant en activité avant la promulgation du présent décret, conserveront, dans les différentes catégories, les prérogatives et avantages de leur situation acquise.

ART. 29. — Les ministres de l'air et des colonies sont chargés de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré aux *bulletins officiels* du ministère de l'air et du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 13 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre de l'air,*  
Guy la CHAMBRE.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

#### Indication d'origine

ARRETE N° 263 promulguant au Togo la loi du 14 avril 1939 ratifiant le décret du 30 janvier 1936 concernant une délibération du 19 septembre 1935 du conseil d'administration du territoire du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 30 janvier 1936 concernant une délibération du conseil d'administration du territoire du Togo, relative à l'indication d'origine de certains produits. (Arrêté de promulgation n° 129 du 19 mars 1936);

Vu la loi du 14 avril 1939 ratifiant le décret du 30 janvier 1936 concernant une délibération du 19 septembre 1935 du conseil d'administration du territoire du Togo, relative à l'indication d'origine de certains produits;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 14 avril 1939 ratifiant le décret du 30 janvier 1936 concernant une délibération du 19 septembre 1935 du conseil d'administration du territoire du Togo, relative à l'indication d'origine de certains produits.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mai 1939.

L. MONTAGNE.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté;  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Est ratifié le décret du 30 janvier 1936 concernant une délibération du 19 septembre 1935 du conseil d'administration du territoire du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République,

*Le président du conseil,*  
*ministre de la défense nationale*  
*et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

#### Associations étrangères

ARRETE N° 264 promulguant au Togo le décret du 18 avril 1939 fixant les conditions d'application dans les territoires relevant du ministère du décret du 12 avril 1939 relatif à la constitution des associations étrangères.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 18 avril 1939 fixant les conditions d'application dans les territoires relevant du ministère du décret du 12 avril 1939 relatif à la constitution des associations étrangères;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 avril 1939 fixant les conditions d'application dans les territoires relevant du ministère des colonies du décret du 12 avril 1939 relatif à la constitution des associations étrangères.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mai 1939.

L. MONTAGNE.

#### RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 18 avril 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 12 avril 1939, par l'addition d'un titre IV à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, a déterminé les conditions imposées pour la constitution des associations étrangères.



Ces dispositions nouvelles sont applicables aux territoires relevant du ministère des colonies.

Le projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction, a pour objet de réaliser les adaptations que rend nécessaires une organisation administrative différente de celle de la métropole.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Togo et le Cameroun confirmés à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 12 avril 1939 relatif à la constitution des associations étrangères, et notamment les articles 34 et 35 ajoutés à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901;

Sur le rapport du ministre des colonies;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires relevant du ministère des colonies, les pouvoirs conférés au ministre de l'intérieur par le titre IV ajouté à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 par le décret précité du 12 avril 1939 sont dévolus au gouverneur général dans les colonies groupées en fédération, aux gouverneurs, aux commissaires de la République ou à l'administrateur dans les territoires autonomes.

Les pouvoirs conférés aux préfets par le même titre IV sont dévolus aux autorités susvisées, sauf dans les fédérations où ils appartiennent aux chefs de colonies, de pays, de protectorat ainsi qu'à l'administrateur de Quang-Tchéou-Wan.

ART. 2. — Les conditions imposées par l'article 28 (3<sup>e</sup> alinéa) ajouté à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 par le décret précité du 12 avril 1939, aux étrangers résidant dans la métropole pour faire partie d'une association sont, dans les territoires relevant du ministère des colonies, celles prévues par la réglementation en vigueur dans chaque territoire.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *journal officiel* de la République française ainsi qu'aux *journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 18 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

#### Exportation du Maïs

ARRETE No 273 promulguant au Togo le décret du 19 avril 1939 déterminant les conditions d'exportation du maïs en provenance des territoires dépendant du ministère des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 19 avril 1939 déterminant les conditions d'exportation du maïs en provenance des territoires dépendant du ministère des colonies;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 avril 1939 déterminant les conditions d'exportation du maïs en provenance des territoires dépendant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 30 juin 1937 tendant à accorder au gouvernement des pouvoirs en vue d'assurer le redressement financier;

Vu le décret du 27 août 1937 relatif au conditionnement des produits originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les maïs originaires ou en provenance des territoires dépendant du ministère des colonies doivent, lors de leur embarquement dans les ports expéditeurs, satisfaire aux règles communes ci-après :

##### a) Couleur.

Franche, non terne, sans indice d'échauffement ou de moisissure.

La proportion de grains de couleur autre que celle du type déclaré par l'expéditeur est soumise aux limitations suivantes :

Maïs colorés : 5 p. 100.

Maïs blancs : 2 p. 100.

##### b) Volume, forme.

Maïs petits grains : ne peuvent être exportés comme tels que les maïs dont 95 p. 100 au moins des grains traverseront un tamis à trous ronds de 8 millimètres de diamètre.

Maïs « dent de cheval » : ne peuvent contenir plus de 5 p. 100 de grains de forme autre que celle du type.

##### c) Odeur.

Absence de toute odeur trahissant un échauffement, une fermentation ou la moisissure du produit.

##### d) Humidité.

Limitée à 14 p. 100. Les chefs de territoire pourront, par arrêté local, la réduire à 12 pour 100 dans un délai maximum de deux ans, à compter de la mise en vigueur du présent décret.

La teneur en humidité est déterminée par chauffage jusqu'à poids constant, dans une étuve à 100-110 degrés, de 100 grammes de grains grossièrement concasés, les pesées étant effectuées avec une balance sensi-

ble au centigramme, après refroidissement dans un dessiccateur en présence d'acide sulfurique.

La mesure peut être faite au moyen d'une des méthodes rapides couramment employées dans les opérations de contrôle, à condition que les résultats obtenus soient affectés des corrections convenables, déterminées d'accord avec les services techniques.

e) *Matières étrangères, grains incomplètement mûrs.*

Tolérance maxima de 2 p. 100, y compris les pousières, pellicules, germes, débris de rachis, panouilles, déchets d'égrenage.

f) *Charançonnage.*

La proportion admissible des grains charançonnés, variable selon les saisons, est déterminée par les services qualifiés aussi souvent qu'il est nécessaire, sous le contrôle de l'administration locale.

g) *Emballage.*

Sacs neufs exclusivement.

TYPES DE MAÏS ADMIS A L'EXPORTATION

ART. 2. — Ces types (maïs blancs, jaunes, jaunes et roux, roux, violets; maïs petits grains; maïs « dent de cheval », etc.) sont définis par arrêté local.

Les services de conditionnement établissent, chaque année, une série d'échantillons de référence, qui est tenue à la disposition des exportateurs.

EXÉCUTION DU CONTRÔLE

ART. 3. — L'exécution du contrôle a lieu dans les conditions générales fixées pour le contrôle des produits à l'exportation.

Le service du conditionnement prélève dans chaque lot des échantillons sur un nombre de sacs qui ne doit pas être inférieur à 10 p. 100 du nombre total de ces sacs.

Au moment de l'embarquement, un sondage est effectué sac par sac.

L'expert est admis à refuser tout sac dont la qualité lui paraît insuffisante.

MODALITÉS D'APPLICATION

ART. 4. — Dans le cadre du présent décret, les chefs de territoire déterminent par arrêté les règles particulières auxquelles doivent satisfaire les maïs exportés de chaque territoire, ainsi que les modalités du contrôle local.

Le présent décret sera mis en vigueur à une date fixée par arrêté local, dans un délai qui ne pourra excéder six mois à compter de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République française.

PÉNALITÉS

ART. 5. — Les infractions aux prescriptions du présent décret sont réprimées conformément aux dispositions de l'article 4 du décret du 27 août 1937 susvisé.

ART. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 avril 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Georges MANDEL.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Aviation

#### *Aéronautique civile*

ARRETE N° 251 fixant les attributions du service des travaux publics et des transports concernant l'aéronautique civile au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 114 du 23 février 1938 portant organisation et fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du Togo;

Vu le décret du 9 mars 1938 sur la navigation aérienne, promulgué au Territoire par arrêté n° 200 du 7 avril 1938 et notamment son article 5;

Sur la proposition de l'ingénieur des ponts et chaussées, chef du service des travaux publics et des transports;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont du ressort du service des travaux Publics et des transports les questions relatives à l'aéronautique civile au Togo notamment :

Le contrôle des appareils d'aéronautique civile.

L'organisation des lignes aériennes (étude, réalisation, fonctionnement des lignes d'intérêt général ou régional).

Les relations avec les sociétés de transports aériens.

Les voyages aériens effectués par les aéronefs de toutes sortes (dirigeables, avions, etc...) et de toutes nationalités sur le territoire du Togo.

L'aviation de tourisme au Togo.

Et toutes autres questions relatives à l'aéronautique civile qui peuvent lui être soumises.

Le chef du service des travaux publics et des transports examine :

En accord avec le commandant des Forces de Police, toutes les questions relatives à l'utilisation des lignes aériennes par les appareils de l'aéronautique civile.

En accord avec le chef du service météorologique, l'utilisation par l'aéronautique civile du réseau des postes employés à la protection aérienne.

ART. 2. — Le chef du service des travaux publics et des transports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

### *Aérodromes*

ARRETE N° 252 portant réglementation générale de la police et de l'utilisation des aérodromes publics au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne internationale ratifiée par la loi du 29 janvier 1921;

Vu la convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne, du 12 avril 1933;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 9 mars 1938 sur la navigation aérienne, promulgué au Territoire par arrêté n° 200 du 7 avril 1938 et notamment son article 5;

Vu l'arrêté n° 251 du 13 mai 1939 fixant les attributions du service des travaux publics et des transports concernant l'aéronautique civile au Togo;

Sur la proposition de l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des transports;

## ARRETE :

### TITRE PREMIER

#### Règlementation intérieure

ARTICLE PREMIER. — Les aérodromes de l'aéronautique civile du territoire du Togo ouverts à la circulation publique, sont placés sous la direction d'un chef d'aérodrome commissionné et assermenté relevant du chef du service des travaux publics et des transports, chef du service de la navigation aérienne.

ART. 2. — Le chef d'aérodrome a la charge et la responsabilité du fonctionnement des différentes organisations mises à la disposition des navigateurs aériens.

Abris communs, abris en location, services de réparations, dépannages et de sécurité du balisage diurne et nocturne, de la signalisation des liaisons terrestres des radios électriques.

En conséquence le chef d'aérodrome prend à l'intérieur de son aérodrome toutes mesures utiles, en conformité avec les instructions reçues de l'autorité supérieure.

ART. 3. — La police des aéronefs évoluant à proximité au-dessus et sur le terrain d'aviation, relève du chef de l'aérodrome, lequel fixe l'ordre d'entrée et de sortie des aéronefs, ordonne tout mouvement sur le terrain et dans les abris communs. Cette police est du ressort unique du chef d'aérodrome auquel le commissaire ou l'inspecteur de police apporte son concours le plus complet.

ART. 4. — Le chef d'aérodrome veille à la sécurité matérielle et au bon entretien des locaux des services officiels et de ceux concédés ou occupés par des tiers, et prend toutes mesures utiles à cet effet.

ART. 5. — Les compagnies de navigations aériennes doivent, autant que possible, avoir un représentant attitré sur l'aérodrome. Ce représentant doit assister obligatoirement aux visites de départ et d'arrivée de tout aéronef appartenant à sa compagnie. Il est l'agent de liaison permanente pour les relations entre le chef d'aérodrome et les compagnies de navigation.

### TITRE II

#### Mesures de contrôle des aéronefs

ART. 6. — Atterrissages. — Tout appareil venant d'atterrir sur un aérodrome civil du Togo, soit qu'il vienne de l'intérieur du Territoire ou de l'étranger, doit immédiatement quitter la zone d'atterrissage et venir se ranger devant ou à proximité du poste de contrôle.

Les différents documents de l'aéronef (certificats d'immatriculation, de navigabilité, livres de bord) les brevets et licences du personnel de conduite et le cas échéant les autorisations de survol, les connaissances

et manifestes ainsi que les licences spéciales d'appareils de T. S. F., de photographie ou de cinématographie doivent être présentés au chef d'aérodrome ou à son représentant.

Après vérification des documents de l'aéronef, ce dernier, s'il a pour port d'attente l'aérodrome sur lequel il s'est posé, rejoint le garage qui lui est affecté.

Dans le cas contraire, il doit se rendre à l'emplacement qui lui est désigné par le chef d'aérodrome ou son représentant.

ART. 7. — *Départs.* — En aucun cas, un aéronef ne peut quitter le terrain d'aviation sans y avoir été autorisé par le chef d'aérodrome ou son représentant.

A cet effet, tout pilote qui désire prendre le départ, prévient au préalable l'un ou l'autre des fonctionnaires ci-dessus désignés qui vérifient notamment, avant d'accorder l'autorisation demandée :

1° — Que les documents énumérés au paragraphe 2 de l'article 6 soient au complet et en règle;

2° — Que le paiement des différentes taxes d'usage des aérodromes établies ou à établir a été bien effectué;

3° — Que l'aéronef présente toutes les conditions de sécurité nécessaire et en état de vol.

En cas d'irrégularité dans la tenue de documents de bord énumérés ci-dessus, les pièces en cause pourront être retenues et les faits incriminés seront consignés dans un procès-verbal dont l'original sera transmis sans délai au procureur de la République et deux copies au chef du service des travaux publics et des transports, chef du service de la navigation aérienne.

ART. 8. — *Police sanitaire.* — Les règles applicables à l'atterrissage et au départ sont celles édictées par la convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne, en particulier des articles 12 à 17 en ce qui concerne le service courant, et les articles 24 et suivants en ce qui concerne les maladies pestilentielles.

### TITRE III

#### Garage des appareils

ART. 9. — Tout propriétaire ou pilote d'avion désirant garer son appareil dans les hangars réservés à l'abri commun, doit en avertir le chef d'aérodrome; de même, il doit également aviser ce fonctionnaire lorsqu'il retire son avion de l'abri commun.

Ce dernier est ouvert en principe, au lever du soleil et fermé trente minutes après son coucher.

Toute autorisation pour y pénétrer ou y travailler doit être demandée au chef de l'aérodrome.

ART. 10. — L'accès des hangars concédés à des tiers ou affectés à l'abri commun est rigoureusement interdit à toute personne étrangère au service des concessionnaires ou particuliers auxquels appartiennent les avions garés.

ART. 11. — Il est formellement interdit :

1° — De fumer dans les hangars;

2° — De faire fonctionner les moteurs ou les faire souffler à l'intérieur des hangars;

3° — D'effectuer aux moteurs les manœuvres d'entrée et de sortie des aéronefs;

4° — De garer dans les hangars des voitures automobiles ou des motocyclettes;

5° — D'allumer des foyers à l'intérieur des abris d'avions ou à proximité des installations d'essence;

6° — Il est en outre prescrit de débrancher les accumulateurs de l'installation électrique de bord lorsque les appareils sont rentrés dans les hangars.

## TITRE IV

*Consignes spéciales d'utilisation de l'aérodrome*

ART. 12. — Un aéronef partant de l'aérodrome ne devra pas virer à moins de 500 mètres de distance du point le plus rapproché du périmètre. Les virages se feront toujours à main gauche.

ART. 13. — Tout avion volant entre 500 et 3.500 de distance du point le plus rapproché de l'aérodrome devra se conformer aux règles de virage prescrites à l'article 12 à moins qu'il ne se tienne à plus de 2.000 mètres d'altitude.

ART. 14. — Les atterrissages et les départs acrobatiques sont interdits.

Il est défendu aux aéronefs de se livrer à des exercices acrobatiques à moins de 4.000 mètres de distance du point le plus rapproché de l'aérodrome.

ART. 15. — Aucun aéronef ne commencera à s'envoler avant que l'avion qui le précède ait complètement dégagé le terrain.

ART. 16. — Quand deux aéronefs se rencontrent de face ou presque de face, chacun d'eux doit s'écarter sur sa droite.

ART. 17. — Si deux aéronefs à moteur suivent respectivement deux routes qui se croisent, l'aéronef qui voit l'autre à sa droite doit faire place à ce dernier.

ART. 18. — Un aéronef à moteur, en rattrapant un autre, devra pour le dépasser, s'écarter de ce dernier en faisant dévier sa propre route vers la droite et non en piquant.

ART. 19. — Si deux avions s'approchent en même temps de l'aérodrome pour y atterrir, l'avion le plus élevé devra manœuvrer pour éviter l'avion volant à un niveau inférieur et, pour atterrir, se conformer aux règles de l'article 18 pour le dépassement.

ART. 20. — La route sera laissée libre à tout aéronef manœuvrant pour atterrir sur l'aérodrome.

ART. 21. — Tout avion voulant atterrir ou s'envoler devra le faire en respectant le sens de départ, et en laissant franchement à sa gauche tout avion qui aurait déjà atterri ou se prépare à prendre son vol.

ART. 22. — De nuit, c'est-à-dire, du coucher au lever du soleil, tout avion se trouvant en l'air ou bien manœuvrant au sol doit être signalé par :

a) A l'avant, un feu blanc visible à une distance d'au moins 8 kilomètres et éclairant vers l'avant;

b) Sur le côté droit, un feu vert disposé de façon à éclairer vers l'avant;

c) Sur le côté gauche, un feu rouge disposé de façon à éclairer vers l'avant;

d) A l'arrière, un feu blanc tourné vers l'arrière et visible au moins à 5 kilomètres de distance.

## TITRE V

*Vol au dessus des agglomérations*

ART. 23. — Les évolutions des aéronefs, lorsqu'elles constituent des spectacles publics, des épreuves comportant un trajet au-dessus de la pleine campagne et organisées à date fixe ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation du chef du Territoire ou du chef de l'administration locale.

ART. 24. — Les aéronefs circulant au-dessus des agglomérations devront se conformer aux règles suivantes :

Aucune agglomération, quelle que soit son importance, aucun lieu de réunion fréquenté, tel que plage, hypodrome, stade, etc. ne doit être survolé à une altitude inférieure à 500 mètres.

Les villes d'une population supérieure à 100.000 habitants ne doivent pas être survolées à une altitude inférieure à 1.000 mètres pour les aéronefs multimoteurs, et 2.000 mètres pour les appareils monomoteurs.

## TITRE VI

*Police administrative et judiciaire*

ART. 25. — La police administrative à l'intérieur des aérodromes (visa des passe-ports, surveillance des suspects, application de la réglementation relative à l'immigration etc.) incombe exclusivement au commissaire ou inspecteur de police spécialement habilité à cet effet ou, à défaut au chef de la circonscription ou de la subdivision du lieu où sont installés les terrains d'aviation.

ART. 26. — La police judiciaire, pour les infractions de droit commun commises à l'intérieur des aérodromes (contraventions, délits ou crimes) est exercée par le commissaire ou inspecteur de police dont la juridiction a été expressément étendue sur les terrains d'aviation, ou à défaut par tout fonctionnaire de la circonscription ou de la subdivision, ayant la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur de la République.

ART. 27. — Les officiers de police judiciaire énumérés à l'article précédent connaissent également à l'intérieur des aérodromes de toutes les infractions, délits ou crimes de droit commun pour lesquels l'avion est un instrument d'exécution.

ART. 28. — Les commissaires ou inspecteurs de police, et tous autres officiers de police judiciaire appelés à instrumenter pour les infractions de droit commun prévues aux articles 26 et 27 ci-dessus donneront copie aux chefs d'aérodrome des procès-verbaux intéressant les aérodromes de leur juridiction.

## TITRE VII

*Dispositions générales*

ART. 29. — Les contraventions à l'ensemble des règlements du présent arrêté constituant les consignes de piste (survol, atterrissage, décollage, circulation des avions au sol, sur l'aéroport etc.) et les infractions d'ordre général aux règles de la navigation aérienne édictées par les textes en vigueur dans le Territoire, seront constatées par le chef du service des travaux publics et des transports, chef de la navigation aérienne, et les divers chefs d'aérodromes, dûment assermentés à cet effet.

ART. 30. — L'inspecteur des affaires administratives, le chef du service des travaux publics et des transports, chef de la navigation aérienne et le chef du service de la sûreté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera, et inséré au journal officiel du Territoire du Togo.

Lomé, le 13 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

*Classification des terrains d'aviation***ARRETE N° 253 portant classification des terrains d'aviation du territoire du Togo.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la convention du 13 octobre 1919, portant réglementation de la navigation aérienne internationale, ratifiée par la loi du 29 janvier 1921;

Vu le décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du domaine public et des servitudes d'utilité publique en A. O. F.;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la circulaire du gouverneur général n° 707 S. E./9 du 9 décembre 1936 relative à l'emploi de la main-d'œuvre prestataire sur les terrains d'aviation;

Vu la circulaire du gouverneur général n° 6 T. P. du 22 décembre 1936 relative aux servitudes autour des terrains d'aviation;

Vu le décret du 9 mars 1938 sur la navigation aérienne promulgué au Togo par arrêté n° 200 du 7 avril 1938 et notamment son article 5;

Vu le décret du 25 avril 1938 relatif à l'autorisation et à l'agrément des aérodromes, promulgué au Togo par arrêté n° 301 du 1<sup>er</sup> juin 1938;

Vu l'arrêté n° 251 du 13 mai 1939 fixant les attributions du service des travaux publics et des transports concernant l'aéronautique civile au Togo;

Vu l'arrêté n° 252 du 13 mai 1939 portant réglementation générale de la police et de l'utilisation des aérodromes publics au Togo;

Sur la proposition de l'ingénieur des ponts et chaussées, chef du service des travaux publics et des transports du Togo, chef du service de la navigation aérienne;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les aérodromes publics du Territoire sont classés :

1° — En tenant compte des caractéristiques des terrains en :

*Terrains définitifs*, qui, se prêtant en toutes saisons aux manœuvres des avions lourds, offrent en outre l'assurance d'un abri et d'un ravitaillement.

*Terrains de secours principaux*, qui, se prêtant aux manœuvres des avions lourds d'octobre à juin, mais pouvant être inutilisables pour eux en dehors de cette période, peuvent offrir des possibilités d'abri et de ravitaillement.

*Terrains de secours secondaires*, qui sont utilisables aux avions pour des atterrissages fortuits.

2° — En tenant compte de leur utilisation par l'aviation commerciale en :

*Aéroports*, qui sont les terrains habituellement utilisés par les avions commerciaux, et comportant toutes les installations correspondant aux besoins de ces avions.

*Terrains auxiliaires*, où les avions commerciaux peuvent être amenés à se poser, soit pour se ravitailler, soit pour transiter du courrier, soit pour une cause fortuite.

3° — En tenant compte de leur utilisation par l'aviation militaire en :

*Terrains de base*, où sont stationnés en permanence les formations de l'air.

*Terrains d'escale*, où se trouvent des installations permanentes appartenant à l'air.

**ART. 2.** — Les aérodromes publics du Territoire reçoivent, en conformité des prescriptions de l'article 1 ci-dessus, les appellations suivantes :

Lomé — *Terrain de secours principal et terrain auxiliaire.*

Plan d'eau du lac Togo. — *Terrain de secours principal et terrain auxiliaire.*

Sansanné-Mango. — *Terrain de secours principal et terrain auxiliaire.*

*Terrains de secours secondaires :*

Agbelouvé, Nuatja, Gleï, Atakpamé, Kamina, Anié, Niama-Sylla, Agbandi, Tchébébé, Colonaboïs, Sokodé, Mô, Bassari, Kabou, Guérin-Kouka, Kidjaboun, Nabi, Barkoïssi, Bogou, Nadjoundi, Anécho, Badja, Amous-soukopé, Palimé.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

*Transports***ARRETE N° 254 fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du Togo en ce qui concerne les transports routiers.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 114 du 23 février 1938 fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du Togo;

Vu l'arrêté n° 330 du 10 juin 1938 réglementant les moyens de transports administratifs au Togo;

Sur la proposition de l'ingénieur principal des travaux publics des colonies, chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Sont du ressort du service des travaux publics et des transports les questions relatives aux transports routiers, et notamment :

la gestion des garages administratifs;  
l'organisation des transports routiers administratifs;  
les relations avec les sociétés de transports routiers.

**ART. 2.** — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

**ARRETE N° 255 portant création d'une subdivision des transports routiers et aériens.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;



Vu l'arrêté n° 114 du 23 février 1938 portant organisation et fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du Togo;

Vu l'arrêté n° 251 du 13 mai 1939 fixant les attributions du service des travaux publics et des transports concernant l'aéronautique civile du Togo;

Vu l'arrêté n° 254 du 13 mai 1939 fixant les attributions du service des travaux publics et des transports en ce qui concerne les transports routiers;

Sur la proposition de l'ingénieur des ponts et chaussées, chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à l'intérieur du service des travaux publics et des transports, une subdivision dite des transports routiers et aériens.

ART. 2. — Cette subdivision comporte deux sections:

1<sup>o</sup> — Une section automobile, chargée de toutes les questions relatives aux transports routiers et qui sont du ressort du service des travaux publics et des transports d'après l'arrêté n° 254 du 13 mai 1939.

2<sup>o</sup> — Une section aéronautique, chargée de toutes les questions relatives à l'aéronautique civile et qui sont du ressort du service des travaux publics et des transports d'après l'arrêté n° 251 du 13 mai 1939.

ART. 3. — Les détails de fonctionnement de cette subdivision seront étudiés par le chef du service des travaux publics et des transports et établis d'après ses propositions.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

### *Chef de l'aérodrome de Lomé*

*DECISION N° 368 portant nomination du chef de l'aérodrome de Lomé.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 114 du 23 février 1938 fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du Togo;

Vu l'arrêté n° 252 du 13 mai 1939 portant réglementation générale de la police et de l'utilisation des aérodromes publics au Togo;

Vu la décision n° 367 du 13 mai 1939 nommant M. Venault, ingénieur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe des travaux publics des colonies, chef de la subdivision des transports routiers et aériens;

Sur la proposition de l'ingénieur des ponts et chaussées, chef du service des travaux publics et des transports du Togo;

### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le chef de la subdivision des transports routiers et aériens est nommé chef de l'aérodrome de Lomé.

ART. 2. — Le chef de l'aérodrome de Lomé est chargé :

1<sup>o</sup> — de l'application des consignes de piste définies par l'arrêté n° 252 du 13 mai 1939.

2<sup>o</sup> — de l'application des règlements généraux sur la navigation aérienne prévus par :

a) la convention internationale du 13 octobre 1919;

b) le décret du 9 mars 1938 sur la navigation aérienne promulgué au Togo par arrêté n° 200 du 7 avril 1938;

c) le décret du 25 avril 1938 relatif à l'autorisation et l'agrément des aérodromes promulgué au Togo par arrêté n° 301 du 1<sup>er</sup> juin 1938;

3<sup>o</sup> — de la surveillance des aéroclubs par vérifications périodiques des certificats de navigabilité des appareils ainsi que des brevets et licences des moniteurs.

ART. 3. — Les attributions du commissaire de police de Lomé en tout ce qu'elles concernent la police administrative du port sanitaire de Lomé, sont étendues à l'aéroport de cette ville bien que situé en dehors des limites de la commune mixte.

ART. 4. — Le commissaire de police de Lomé est habilité à constater à l'intérieur de l'aérodrome de cette ville, les infractions de droit commun telles qu'elles ont été prévues aux articles 26 et 27 de l'arrêté n° 252 du 13 mai 1939 réglementant la police des terrains d'aviation au Togo.

ART. 5. — Le chef de l'aérodrome devra préalablement à toutes constatations, prêter serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

ART. 6. — Le chef du service des travaux publics et des transports et le chef du service de la sûreté sont chargés de l'application de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera, et insérée au journal officiel du Togo.

Lomé, le 13 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

### *Accès de l'Aérodrome de Lomé*

*ARRETE N° 256 portant interdiction d'accès de l'aérodrome de Lomé.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du domaine public et des servitudes d'utilité publique en A. O. F.;

Vu la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne;

Vu le décret du 9 mars 1938 sur la navigation aérienne promulgué au Togo par arrêté n° 200 du 7 avril 1938 et notamment son article 5;

Vu le décret du 25 avril 1938 relatif à l'autorisation et l'agrément des aérodromes, promulgué au Togo par arrêté n° 301 du 1<sup>er</sup> juin 1938;

Vu l'arrêté n° 252 du 13 mai 1939 portant réglementation générale de la police et de l'utilisation des aérodromes publics du Togo;

Vu la décision n° 368 du 13 mai 1939 nommant le chef d'aérodrome de Lomé, et étendant les pouvoirs du commissaire de police de Lomé à l'aérodrome de cette ville;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des transports du Togo, chef du service de la navigation aérienne;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'accès du terrain de l'aérodrome de Lomé est interdit :

1<sup>o</sup> — à toute personne sans motif de service;

2<sup>o</sup> — aux véhicules de toutes catégories, à l'exception de ceux nécessaires aux transports des voyageurs, des voitures de service de l'aviation et des services administratifs appelés à y accéder pour raison de service. Les véhicules autorisés à accéder au terrain d'aviation devront suivre la piste aménagée à cet effet.

Toutefois, pendant les manœuvres de départ ou d'atterrissage des aéronefs, la circulation de tout véhicule quel qu'il soit sera interdite sur la piste.

3<sup>o</sup> — aux troupes;

ART. 2. — Les véhicules pénétrant sur l'aérodrome devront stationner sur le terre-plein au sud du hangar. Ils se rangeront à la limite extrême des côtés sud de ce terre-plein, parallèlement au hangar.

Les véhicules visés au paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> sont seuls autorisés, pour motif de service, à stationner en d'autres points du terrain d'aviation.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des peines prévues à l'article 8 du décret du 29 septembre 1928, portant réglementation du domaine public et des servitudes d'utilité publique en A. O. F.

ART. 4. — L'inspecteur des affaires administratives, le chef du service des travaux publics et des transports et le chef du service de la sûreté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

P. T. T.

#### Franchise postale

ARRETE N° 257 accordant la franchise postale et télégraphique.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 79 du 31 janvier 1929 fixant les franchises postales et télégraphiques, ensemble tous arrêtés subséquents le complétant ou le modifiant;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1937, modifiant au Togo le régime des correspondances télégraphiques officielles après l'avis du chef du service des postes, télégraphes et téléphones;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La franchise postale et télégraphique est accordée au chef de secteur de la trypanosomiase à Pagouda dans ses relations de service avec le chef du service général de la trypanosomiase à Bobo-Dioulasso (Côte d'Ivoire).

ART. 2. — Le chef du service des postes, télégraphes et téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

Douane

#### Uniforme des gardes frontières

ARRETE N° 258 fixant la nouvelle tenue des gardes frontières du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 réorganisant le cadre des gardes frontières du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 11, 12, 13 de l'arrêté susvisé du 28 octobre 1933 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

#### TENUE :

Art. 11. — La tenue de service se compose d'une chemise vert réséda à manches courtes, à épaulettes et col rabattu, à deux poches apparentes avec boutons en métal blanc portant le mot « douanes », d'une culotte vert réséda, d'une ceinture de flanelle rouge, d'un beret basque et de jambières de drap bleu.

#### HABILLEMENT

Art. 12. — Les agents reçoivent lors de leur incorporation deux tenues complètes et un manteau ainsi que 10 boutons en métal blanc et un cor de chasse.

Les gardes frontières reçoivent en outre au cours de leur carrière divers effets ou objets dont la durée théorique s'établit comme ci-dessous :

3 culottes vert réséda	1 an
3 chemises vert réséda	1 an
3 paires jambières drap bleu	1 an
3 tricots de coton	1 an
1 manteau	2 ans
2 berets basque	1 an
10 boutons « douanes » avec anneaux brisés	1 an
1 cor de chasse métal	1 an
1 étui musette	1 an
1 vareuse drap bleu	2 ans
1 culotte drap bleu	2 ans
2 ceintures flanelle rouge	1 an

Tout agent qui démissionne avant d'avoir accompli trois années de service doit verser une somme de cinquante francs pour indemnité d'effets. Il doit, en outre, remettre à ses chefs avant son départ, ses effets, les boutons et autres insignes.

#### INSIGNES DE CLASSE ET GRADE

Art. 13. — Garde frontière de 1<sup>re</sup> classe : galon de laine rouge à chaque épaulette.

Caporal garde frontière : deux galons de laine rouge à chaque épaulette.

Sergent garde frontière : un galon doré à chaque épaulette.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

#### Organisation administrative

ARRETE N° 270 fixant l'organisation et les attributions des bureaux du Commissariat de la République.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les nécessités du service;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'organisation et les attributions des bureaux du Commissariat de la République sont fixées ainsi qu'il suit :

#### CABINET DU COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

##### 1<sup>o</sup> — Bureau du cabinet

Secrétariat particulier — Enregistrement de la correspondance à l'arrivée et au départ — Répartition de la correspondance entre les bureaux et services. Centralisation de la signature du Commissaire de la République.

Distinctions honorifiques : Légion d'Honneur, Mérite Maritime, Mérite Agricole, Mérite Social, Décorations Universitaires, Décorations Coloniales et Etrangères, Médailles d'Honneur — Centralisation, contrôle et envoi des propositions.

Chiffre — Détention et tenue à jour des codes — Chiffrage et déchiffrage des télégrammes officiels.

Archives — Bibliothèque — Service de la presse et des informations.

##### 2<sup>o</sup> — Section des affaires politiques

Organisation du Territoire et des circonscriptions administratives — Conseils de notables — Commandement indigène — Communes indigènes — Examen des projets de droits et taxes afférents aux indigènes — Tournées.

Légalisations.

Demandes de Naturalisation et d'Accession aux droits de citoyen français.

Police et Sûreté — Cultes.

Secours — Mutilations — Répartition des Fonds Politiques.

Rapport à la Société des Nations.

Journal officiel et publications officielles.

Relations avec les colonies étrangères voisines.

Affaires réservées.

Conseil d'Administration.

Législation Générale (promulgations).

Préparation des notes et ordres de service pour les Chefs de Bureau et les Chefs de Service.

##### 3<sup>o</sup> — Section du personnel

Administration du personnel européen et indigène — Règlements sur le personnel des cadres locaux — Recrutement — Avancement — Discipline — Congés et passages.

#### BUREAU MILITAIRE

Loi sur le recrutement de l'Armée — Affectation Spéciale — Administration des réservistes — Administration et avancement du personnel militaire — Emplois réservés — Recensement des véhicules.

Secrétariat Permanent de la Défense du Territoire — Mobilisation — Défense passive.

#### BUREAU DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Relations avec la Chambre de Commerce et les Sociétés Indigènes de Prévoyance — Etudes sur la Production en collaboration avec le Service d'Agriculture — Crédit Agricole — Fonds Commun des Socié-

tés Indigènes de Prévoyance — Chasse — Pêche — Navigation.

Relations avec les Services techniques (Eaux et Forêts, Zootechnie).

Colonisation.

Commerce — Banque — Monnaies.

Relations avec les organismes économiques — Foires et Expositions.

Statistiques.

Tourisme.

Service des Echanges Commerciaux.

#### BUREAU DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Armes, explosifs et munitions — Affaires judiciaires — Aliénés — Administration pénitentiaire — Baux et Loyers, Bien de famille — Emigration et immigration — Etat-Civil — Recensements et démographie — Associations — Assurances — Inhumations, exhumations et transferts — Organisation des communes-mixtes — Organisation des Chambres de Commerce. Etude des réformes sociales — Organisation administrative et sociale des Léproseries — Réglementation du travail.

Police Sanitaire, Hygiène et Urbanisme.

Législation concernant la Naturalisation et l'Accession aux droits de citoyen français.

Statut des Administrés sous Mandat — Rédaction de coutumiers indigènes concernant les personnes, les biens, les successions, les actions, etc. — Contrats de prêts — Intérêt de l'Argent (Usure).

Contentieux.

Législation de guerre — Indigénat.

Exercice de la pharmacie.

Conseil Economique et Financier du Territoire.

Tenue du Répertoire des textes applicables au Togo.

#### SERVICES DES REQUETES

Instruction des plaintes, doléances et revendications des Colons, Commerçants et Indigènes conformément à la Dépêche ministérielle N° 1 en date du 15 janvier 1939.

#### BUREAU DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITÉ

##### 1<sup>o</sup> — Section des finances

Organisation financière — Préparation et exécution du budget local et des budgets annexes (Emprunt) — Budgets des communes mixtes — Budget de la Chambre de Commerce — Impôts directs et contributions — Ordonnancement — Comptabilité des agences spéciales et des services régis par économie — Comptes administratifs — Apurement — Trésorerie — Caisse de Réserve — Solde et indemnités — Pensions.

##### 2<sup>o</sup> — Section du matériel

Approvisionnements et Magasin Général — Logement et ameublement — Adjudications et marchés — Commandes — Liquidations et mandatement des dépenses de matériel — Autorisations de dépenses — Comptabilité-matières — Règlements et instructions.

ART. 2. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 22 mai 1939, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1939.

L. MONTAGNE.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****PERSONNEL EUROPEEN****Rappels d'ancienneté**

Par arrêté du ministre des colonies en date du :

29 mars 1939. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont conservés dans leur emploi actuel aux fonctionnaires dont les noms suivent, du cadre général des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies :

Robin, Elie, Vietor, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe, 4 mois 1 jour.

Pierron, Pierre, Charles, ingénieur de 3<sup>e</sup> classe, 4 mois 8 jours.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Passage à l'échelon supérieur de solde**

Par décision n° 378 du :

16 mai 1939. — Le passage automatique à l'échelon supérieur de solde suivant est constaté à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1938 :

M. Colombani, commis-greffier principal avant 4 ans du cadre commun des commis-greffiers de l'A. O. F. passe à l'échelon supérieur après 4 ans.

**Affectations**

Par décisions des :

13 mai 1939. — M. Venault Louis, ingénieur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe des travaux publics des colonies, est nommé chef de la subdivision des transports routiers et aériens, cumulativement avec ses fonctions actuelles de chef de la subdivision temporaire des grands travaux.

20 mai 1939. — M. Pic, administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies, est nommé commandant de la subdivision autonome de Tsévié pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1939, en remplacement de M. Valentin, administrateur-adjoint des colonies, appelé à d'autres fonctions.

M. Pic est chargé également des fonctions de président du tribunal du premier degré de Tsévié et de directeur de la prison.

M. Valentin, administrateur-adjoint des colonies, est affecté au cabinet du Commissaire de la République.

M. Menez, administrateur-adjoint des colonies, est nommé président du tribunal du premier degré d'Anécho et adjoint au commandant dudit cercle, en remplacement de M. Jagu, adjoint des services civils, appelé à d'autres fonctions.

M. Jagu, adjoint des services civils, est nommé agent spécial à Tsévié, en remplacement de M. Bancel, commis des services civils, appelé à d'autres fonctions.

M. Jagu est chargé également des fonctions de secrétaire-trésorier de la société indigène de prévoyance de Tsévié et de surveillant-chef de la prison de Tsévié.

M. Bancel, commis de 1<sup>re</sup> classe des services civils, est nommé agent spécial de Bassari. Il exercera en outre les fonctions de surveillant-chef de la prison de Bassari et de secrétaire-trésorier de la société indigène de prévoyance.

M. Bancel rejoindra son poste par le régulier du 30 mai 1939 après avoir passé son service à M. Jagu qui rejoindra Tsévié au plus tard le vendredi 26 mai 1939.

21 mai 1939. — M. Boissier, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé chef du bureau des affaires administratives.

M. Sanson, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé chef du bureau des affaires économiques.

25 mai 1939. — M. Perret, adjoint principal H. C. des services civils, est nommé président du tribunal du premier degré de Lomé et adjoint au commandant dudit cercle.

Est abrogée la décision n° 775 en date du 26 octobre 1938 en ce qui concerne M. Perret.

25 mai 1939. — M. Sanson, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est chargé cumulativement avec ses fonctions actuelles du Service des Requêtes.

**Indemnités**

Par arrêté n° 674 du :

9 décembre 1938. — L'article 2 de l'arrêté n° 233 du 5 mai 1937 est modifié comme suit pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939 :

Les taux de l'indemnité de zone sont fixés pour l'année 1939, pour les fonctionnaires précédemment indiqués, célibataires ou mariés sans enfant, aux chiffres ci-après :

SOLDE DE PRÉSENCE	de 0 à 15.000	de 15.001 à 17.600	de 17.601 à 20.000	de 20.001 à 25.000	de 25.001 à 33.000	de 33.001 à 36.000
1 <sup>re</sup> Zone	17	14,50	13	10,50	9	4,50
2 <sup>e</sup> Zone	11,50	10,50	9	6,50	5	2,50

Les fonctionnaires ayant des enfants à leur charge percevront les taux ci-après :

SOLDE DE PRÉSENCE	de 0 à 15.000	de 15.000 à 17.600	de 17.601 à 20.000	de 20.001 à 25.000	de 25.001 à 33.000	de 33.001 à 36.000	de 36.001 à 46.000
1 <sup>re</sup> Zone	23,50	20	18	15,50	13,50	9	4,50
2 <sup>e</sup> Zone	18	16	14,50	11,50	9,50	6	2,50

Le reste de l'article sans changement.

Par arrêté n° 674 bis du :

9 décembre 1938. — L'article 3 de l'arrêté n° 232 du 5 mai 1937 est modifié comme suit pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939 :

Le taux de cette allocation par zone et par catégorie d'agents est fixé ainsi qu'il suit :

#### PREMIÈRE CATÉGORIE

1 <sup>re</sup> zone . . . . .	4,—
2 <sup>e</sup> zone . . . . .	2,50
3 <sup>e</sup> zone . . . . .	1,25

#### DEUXIÈME CATÉGORIE

1 <sup>re</sup> zone . . . . .	2,—
2 <sup>e</sup> zone . . . . .	1,—
3 <sup>e</sup> zone . . . . .	0,75

(Approuvés par dépêche ministérielle du 6 janvier 1939).

Par arrêté n° 57 du 25 janvier 1939 :

#### TITRE PREMIER

##### EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS

Une indemnité pour travaux supplémentaires pourra être attribuée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939 aux fonctionnaires et agents civils ou militaires chargés des cours d'éducation physique cumulativement avec leurs obligations ordinaires.

Le taux de cette indemnité est fixé à 600 francs par an.

#### TITRE II

##### INDEMNITÉ DE MONTURE

Une indemnité forfaitaire pourra être accordée aux fonctionnaires ou agents européens civils et militaires en service au Togo, chaque fois que l'exécution normale de leur emploi exigera l'utilisation d'une monture.

Les fonctionnaires ou agents visés au paragraphe précédent, autorisés par décision du Commissaire de la République à utiliser leur monture personnelle seront remboursés de leurs dépenses au taux mensuel de 60 francs.

L'autorisation est soumise aux formalités suivantes :

1<sup>o</sup> — Demande adressée au Commissaire de la République et transmise après avis motivé par le chef de la circonscription administrative;

2<sup>o</sup> — Production d'un certificat du chef de la circonscription administrative attestant que la monture est susceptible d'être utilisée pour les besoins du service.

Le remboursement des dépenses est effectué mensuellement, sur les crédits alloués pour transport, au vu d'un certificat établi par le chef de la circonscription administrative attestant que la monture a été bien utilisée pour les besoins du service.

Si l'autorisation a été accordée dans le courant du mois, l'indemnité ne pourra être attribuée qu'à compter du 1<sup>er</sup> jour de la quinzaine qui suivra cette autorisation.

L'autorisation ainsi réglementée n'est valable que pour un an.

Il ne sera accordé aucune indemnité pour le harnachement.

Une indemnité pour perte de monture, au plus égale aux 2/3 du prix d'achat du cheval, pourra

être allouée au propriétaire suivant procès-verbal de l'inspecteur vétérinaire attestant que la responsabilité personnelle du propriétaire n'est pas engagée.

L'indemnité pour perte de monture n'est attribuée que sur décision spéciale du Commissaire de la République. La dépense correspondante est imputable sur les crédits alloués pour transport.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Par arrêté n° 58 du 25 janvier 1939 :

#### TITRE PREMIER

##### EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS

Une indemnité pour travaux supplémentaires pourra être attribuée aux agents indigènes du service de l'enseignement officiel et privé, qui ont été classés définitivement moniteurs d'éducation physique et qui sont chargés effectivement des leçons de gymnastique, cumulativement avec leurs obligations ordinaires.

Le taux annuel de cette indemnité est fixé à 300 frs.

#### TITRE II

##### FORCES DE POLICE

En vue de récompenser les gardes et miliciens désireux de se perfectionner dans les emplois de conducteur, de sapeur, de téléphoniste et de musicien, une prime de spécialité pourra être accordée à chacun de ces agents qui remplit une des conditions indiquées ci-dessous :

1<sup>o</sup> — Etre titulaire du permis de conduire et remplir effectivement les fonctions de conducteur;

2<sup>o</sup> — Etre titulaire d'un diplôme délivré par une école professionnelle et remplir effectivement l'emploi de sapeur;

3<sup>o</sup> — Etre capable de prendre note par écrit d'un message téléphoné — Connaître à fond l'usage du téléphone et remplir effectivement l'emploi d'agent téléphoniste;

4<sup>o</sup> — Etre très bon instrumentiste, faire partie de la clique ou être clairon dans un poste administratif où il n'y a pas de clique.

La prime ainsi définie est payée mensuellement au vu d'un état de service fait.

Le taux mensuel est fixé à 20 francs.

#### TITRE III

##### INDEMNITÉ DE MONTURE

Une indemnité forfaitaire pourra être accordée aux agents des cadres locaux indigènes et aux agents des forces de police en service dans les cercles du territoire, chaque fois que l'exécution normale de leur emploi exigera l'utilisation d'une monture.

Les agents visés au paragraphe précédent, autorisés par décision du Commissaire de la République à utiliser leur monture personnelle seront remboursés de leurs dépenses au taux mensuel de 40 francs.

L'autorisation est soumise aux formalités suivantes :

1<sup>o</sup> — Demande adressée au Commissaire de la République et transmise après avis motivé par le chef de la circonscription administrative;

2<sup>o</sup> — Production d'un certificat du chef de la circonscription administrative attestant que la monture est susceptible d'être utilisée pour les besoins du service.



Le remboursement des dépenses est effectué mensuellement, sur les crédits alloués pour transport, au vu d'un certificat, délivré par le chef de la circonscription administrative, attestant que la monture a été bien utilisée pour les besoins du service.

Si l'autorisation a été utilisée dans le courant du mois, l'indemnité ne pourra être attribuée qu'à compter du 1<sup>er</sup> jour de la quinzaine qui suit cette autorisation.

L'autorisation, ainsi réglementée, n'est valable que pour un an.

En ce qui concerne spécialement les agents des forces de police, l'indemnité ne pourra être accordée que s'ils font partie d'un peloton monté et cessera d'être allouée à tout agent passant d'une position montée à une position non montée.

Il ne sera accordé aucune indemnité pour le harnachement.

Une indemnité pour perte de monture, au plus égale aux 2/3 du prix d'achat du cheval, pourra être allouée au propriétaire suivant procès-verbal de l'inspecteur vétérinaire attestant que la responsabilité personnelle du propriétaire n'est pas engagée.

L'indemnité pour perte de monture n'est attribuée que sur décision spéciale du Commissaire de la République. La dépense correspondante est imputable sur les crédits alloués pour transports.

#### TITRE IV

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les indemnités instituées par le présent arrêté pourront être attribuées aux agents indigènes contractuels, auxiliaires et journaliers dans les mêmes conditions qu'aux agents des cadres, chaque fois que la bonne marche du service exigera cette mesure.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures à celles du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

(Approuvés par dépêche ministérielle n° 963/s. du 18 avril 1939).

#### DIVERS

##### Affaires courantes

Par arrêté n° 271 du :

22 mai 1939. — M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, est chargé de l'expédition des affaires courantes et délégué pour la signature des pièces comptables du budget local durant l'absence du Commissaire de la République en tournée jusqu'au 25 mai 1939.

##### Affectation spéciale — Radiation

Par décision en date du 9 mai 1939 du gouverneur, Commissaire de la République au Togo :

M. Vuillet (Charles-Paul), lieutenant de réserve d'artillerie coloniale, appartenant à la classe 1917/

1918, administrateur des colonies, chef de circonscription administrative, est rayé des contrôles de l'affectation spéciale pour compter du 8 mai 1939, date de son départ en congé administratif.

##### Association des familles nombreuses

Par arrêté n° 260 du :

16 mai 1939. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une association dite « Association des Familles Nombreuses » dont le siège est à Lomé et dont le but est de servir et défendre les intérêts moraux, sociaux et matériels de ses membres.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

##### Libération conditionnelle

Par arrêté n° 268 du :

17 mai 1939. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Amégansi Houeto, né à Adjaha (Grand-Popo — Dahomey) vers 1908 de feu Houeto et de feu Hountonou, condamné à deux ans de prison pour escroquerie par le jugement n° 20 en date du 7 février 1938 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé.

##### Produits pharmaceutiques

Par arrêté n° 269 du :

17 mai 1939. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 « Real dela fluid ».

##### Sociétés Indigènes de Prévoyance

##### Fonds Commun

Par décisions nos 385 et 386 du :

25 mai 1939. — L'inspecteur des affaires administratives est chargé du contrôle des opérations du fonds commun des Sociétés Indigènes de Prévoyance dans les conditions fixées par l'article 36 de l'arrêté n° 177 du 23 mars 1939.

M. Bérard, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé administrateur du fonds commun des Sociétés Indigènes de Prévoyance.

M. Fréau, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils, est nommé secrétaire-trésorier dudit fonds.

##### Commission de surveillance

Par décision n° 387 du :

25 mai 1939. — M. Boissier, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé, pour l'année 1939, président de la commission de surveillance des Sociétés Indigènes de Prévoyance, en remplacement de M. Pic, administrateur des colonies, nommé à cette fonction par décision n° 233 du 23 mars 1939.

### Prix de gros de diverses marchandises

			29 Avril 1939
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	308,—
Avoines	—	—	99,—
Seigles de Beauce (départ)	—	—	113,50
Orge de Beauce (départ)	—	—	98,—
Maïs Indochine	Marseille	—	127,75
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	74,—
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	—	128,50
Pâtes alimentaires, 1 <sup>er</sup> choix	Lyon	—	610,—
Bœuf	La Villette	kg.	10,40
1 <sup>re</sup> — qualité	—	—	9,40
2 <sup>de</sup> — qualité	—	—	17,—
Veau	—	—	15,30
1 <sup>re</sup> — qualité	—	—	20,10
2 <sup>de</sup> — qualité	—	—	16,30
Mouton	—	—	12,86
1 <sup>re</sup> — qualité	—	—	11,86
2 <sup>de</sup> — qualité	—	—	—
Porc	—	—	—
Vin rouge, Béziers 9°	La degré hectol.	—	—
Beurres	Paris	kg.	21,12
Charente, Poitou	—	—	20,13
Normandie, (centr.)	—	—	13,17
Fromages	—	—	10,33
Comté	—	—	—
Port-salut	—	—	—
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	500,—
Huile d'olive Tunisie	—	—	—
Sucre	Paris	—	351,25
Blanc n° 3	Lyon	—	617,50
Raffiné	—	—	—
Café Santos good à l'entrepôt	Le Havre	50 kgs.	218,—
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	194,—
Fonte de moulage n° 3	Base Longwy	la tonne	620,50
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	168,—
Cuivre en lingots	Le Havre	—	995,—
Etain Détroits	—	—	4.775,—
Plomb, marques ordinaires	—	—	345,—
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	331,50
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	183,—
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	394,—
Laine peignée	Roubaix	kg.	34,60
Lin de Russie C. A. F. ports français	—	100 kgs.	1.522,—
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe	—	—	712,50
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	551,—
Soie grège Cévennes	—	—	—
Peaux de	Lyon	kg.	217,50
Bœufs moyens	Paris	50 kgs.	311,13
Rio de Janeiro, salés	Le Havre	—	245,—
Cuir à semelle	Paris	kg.	41,—
Suif indigène	—	100 kgs.	270,—
Alcool dénaturé	—	hectolitre	365,—
Carbonate de soude	—	100 kgs.	100,—
Nitrate de soude synthétique	Dunkerque	—	133,—
Benzol	Paris	—	294,15
Bois de	—	le mètre	10,—
Sapin madrier	—	le m3.	670,—
Chêne	—	—	13,80
Caoutchouc	—	kg.	335,—
Savon blanc extra 72%	Marseille	100 kgs.	—
Sulfate de cuivre	Bordeaux	—	—
Ciment Portland artificiel	Départ usine	la tonne	307,60

# PARTIE NON OFFICIELLE

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### Cours officiel des changes

10 mai 1939

Livre sterling	176,74
Dollar	37,75
Mark	15,16
Belga	6,42
Franc suisse	8,48

## DOMAINES

### Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, au mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1093, déposée le 17 mai 1939 le sieur Awedoe Kpetoe Emile, profession d'acheteur de produits-commerçant, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, consistant en un terrain de forme irrégulière, d'une contenance totale de 63 ares 20 centiares situé à Palimé (route d'Atakpamé) cercle de Klouto et borné au nord par Nyaouvé, au sud par Emile Kpetoe Awedoe, à l'est par Akakpo Gidigidi et au sud-ouest par Emile Kpetoe Awedoe.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1094, déposée le 17 mai 1939 le sieur Awedoe Kpetoe Emile, profession d'acheteur de produits-commerçant, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, planté de caféiers, palmiers, d'une contenance totale de 7 hectares 76 ares 70 centiares situé à Palimé (route d'Atakpamé) cercle de Klouto et borné au nord par Nyaouvé et requérant, au sud par Christophe Yawo Mensah et Akakpo Gidigidi, à l'est par Akakpo Gidigidi et à l'ouest par Jonathan Sanvee.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1095, déposée le 22 mai 1939 le sieur John Kunaké Creppy, profession de chef de famille, demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 2 hectares 41 ares 17 centiares situé à Badjamessimé, cercle d'Anécho, borné au nord, à l'est, au sud et à l'ouest par les propriétés du sieur Kenso.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,  
PHILIPPE.